



Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, éd. Karthala, coll. « Les Afriques », 2013, p. 256, 25 euros.

Montrer que l'on peut faire des armes un « métier », un outil de contestation et d'intervention politique, « un répertoire d'action comme un autre », mais aussi un mode de vie, un espace de sociabilité ou d'ascension sociale, tel est l'objet de l'ouvrage de Marielle Debos. À partir d'une enquête menée au Tchad entre 2004 et 2010, l'auteure se propose de restituer l'historicité du recours aux armes et de saisir le statut des différents protagonistes pour qui les armes sont devenues un mode de vie : militaires, gendarmes, policiers, ou encore « bogobogos », ces agents bénévoles de la douane qui vont extorquer les civils. Appréhender les armes comme un métier suppose toutefois de rompre avec certaines approches de la sociologie des conflits, de la violence ou du passage à l'acte. Le recours aux armes ne peut en effet être réduit à la guerre ou à la violence. Non seulement l'auteure souligne « qu'on peut en effet vivre des armes pendant des années sans tirer un coup de feu » (p. 30), mais elle affirme également que le recours aux armes n'est pas toujours synonyme d'anomie, de chaos ou de dysfonctionnement de la société. Il est au contraire structuré par des règles, des savoirs-faires et des hiérarchies spécifiques¹. Au Tchad, la violence appartient ainsi à la « sociabilité politique », aux « fonctionnements routiniers de la politique » (p. 22), et c'est donc « l'ordinaire » de cette violence que l'auteure se propose d'explorer.

Plusieurs questionnements émergent de cette approche qui se veut une « sociologie politique du métier des armes ». Il ne s'agit pas tant de comprendre *pourquoi* les hommes ont recours aux armes, mais plutôt de saisir *comment* ils ont recours aux armes, comment « ils vivent des armes quand ils ne sont pas mobilisés par la guerre » (p. 26). La notion du « métier » renvoie ici, dans une perspective interactionniste, à une « catégorie de la pratique quotidienne » (p. 28). Marielle Debos précise qu'elle choisit de parler du « métier » plutôt que du « travail » ou de « profession », afin d'insister « sur les savoirs pratiques des acteurs et les registres de justifications qu'ils développent » (p. 28).

Appréhender les armes comme un métier, saisir l'ordinaire de la violence et s'interroger sur ce qui se passe aux moments où, justement, il ne se passe rien, permet également de sortir de la dichotomie entre guerre et paix, conflit et post-conflit. En effet, le Tchad étant traversé par de nombreuses guerres, il n'a jamais connu de paix, qui reste un horizon

d'attente. Ces moments qui ne peuvent être assimilés ni à la guerre ni à la paix renvoient à ce que l'auteure désigne comme « l'entre-guerres », concept clé de l'ouvrage. Elle précise ainsi que « ce qui distingue l'entre-guerres du post-conflit est l'attente par les civils et les combattants de la prochaine guerre » (p. 25). C'est donc dans cet espace de « l'entre-guerres » que Marielle Debos se propose de mener son enquête.

Dans un premier temps, l'auteure restitue l'historicité du métier des armes en s'efforçant d'aller « au-delà de la seule généalogie des conflits » (p. 45). Le métier des armes fut en effet façonné par de nombreux conflits, allant de la formation de l'État au XIX^e siècle (marqué par des guerres et des razzias), en passant par le moment colonial et post-colonial. Les passages consacrés à l'analyse de la présence française au Tchad sont tout particulièrement intéressants en ce qu'ils rendent compte du rôle central joué par des militaires en colonie : « Considérée comme une zone difficilement exploitable et peu rentable, la colonie est laissée entre les mains des militaires et d'administrateurs coloniaux souvent novices et aventuriers » (p. 54). Cette omniprésence militaire s'accompagne d'une violence s'exerçant alors au quotidien, si caractéristique de la problématique de la violence en colonie. Pendant la Seconde guerre mondiale qui voit le Tchad s'aligner du côté de la France Libre, « s'engager devient un mode d'ascension sociale » (p. 61). Ainsi, « les recrues de l'armée française et leurs enfants (...) sont les premiers militaires de carrière du Tchad indépendant » (p. 61). La première armée tchadienne est d'ailleurs « l'héritière des troupes créées par le colonisateur » (p. 68). À la proclamation de l'indépendance, le 11 août 1960, le pays est profondément divisé entre le nord et le sud, divisions qui débouchent sur une opposition farouche entre les forces rebelles et gouvernementales. Le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) est le principal représentant des forces rebelles, qui se professionnalisent à la fin des années 1970. Mais l'analyse de Marielle Debos ne se limite pas au seul examen d'une succession de conflits. Elle montre notamment comment l'engagement dans les forces rebelles devient pour les combattants un moyen d'être « socialisés à l'État. Les hommes sortent de la brousse pour découvrir les villes de leur région et la capitale » (p. 79). Cette observation apparaît avec force dans les propos de l'un de ses enquêtés : « J'ai l'esprit plus ouvert que mes frères qui sont restés en brousse, (...) avant j'étais brut et sans expérience de l'armée. Maintenant, je sais parler arabe. Et le français, je le comprends un peu » (p. 79).

L'analyse des trajectoires individuelles des hommes en armes, à laquelle est consacrée la deuxième partie de l'ouvrage, met cependant en évidence la fluidité des statuts et des périodes d'alternances entre les activités de militaire et de combattant. L'objet de la seconde partie est précisément de saisir « les logiques de ces déplacements » (p. 100), de l'armée régulière à la rébellion, et inversement. Ainsi, à partir des trois biographies contrastées, Marielle Debos s'attache à rendre compte des « logiques des défections, ralliements et revirements d'alliances » (p. 109). Elle pointe un élément commun de ces trajectoires, à savoir « leur mobilité spatiale, politique et sociale » (p. 120). Ces hommes en armes voyagent en effet entre le Soudan, la Lybie ou encore la France, et alternent entre les périodes au gouvernement et dans le maquis. Les alliances qu'ils nouent au gré des différentes épreuves doivent en ce sens être comprises « comme le produit de la gestion des possibles (...) qui interagissent dans un milieu difficile et en constante évolution » (p. 120). Enfin, l'analyse de ces « différentes déclinaisons du métier des armes » rend compte de l'aspect particulièrement lucratif du métier, au point où personne n'a véritablement intérêt à faire la paix. Les espaces de l'entre-guerres apparaissent donc comme des moments où les hommes en arme se refont une santé financière, avant une prochaine guerre.

Après avoir restitué les biographies collectives et individuelles des hommes en armes, la troisième partie de l'ouvrage se penche sur la signification du « gouvernement par les armes » : « comment les hommes en armes, qui ne sont pas tous intégrés à l'appareil de l'État, sont-ils gouvernés » ? (p. 162) L'une des forces de cette dernière partie est de proposer une réflexion sur l'État, marqué par l'alternance entre guerres et entre-guerres. Les armes comme mode de gouvernement ne sauraient être réduites à l'anomie ou au dysfonctionnement, ni à certaines qualifications de l'État tchadien comme « faible » ou « fragile ». Le gouvernement par les armes n'est pas signe d'un effondrement de l'État. Les hommes en armes peuvent en effet travailler à la fois pour l'État et pour leur propre compte. Quant à l'État, il exerce son pouvoir sans s'appuyer sur une bureaucratie centralisée et omniprésente, mais en oscillant davantage entre corruption, clientélisme et l'attribution « de position de prédation économique », voulant ainsi assurer la loyauté des hommes en armes.

Si critique il y a à adresser à cet ouvrage, c'est l'absence d'une réflexion sur la place du droit dans le gouvernement par les armes. Certains crimes commis par les hommes en armes sont-ils jugés et si oui, quels registres de jugement et de justifications sont mobilisés ? Une autre critique pourrait pointer l'absence d'une réflexion sur la place des femmes dans les métiers des armes que l'auteure évacue trop rapidement dans son introduction. Ces critiques mineures n'entachent en rien la très grande qualité de cet ouvrage qui se distingue par la clarté et la précision de son écriture, et donc de sa réflexion.

Marielle Debos [présentera son ouvrage à la librairie Résistances](#), le jeudi 21 novembre à 19h30.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

↑1 « En passant des meilleurs restaurants climatisés de la capitale aux maisons sans électricité, j'ai ressenti les hiérarchies du monde des armes » (p. 36).